

La qualité de la croissance

Les ménages pauvres bénéficient de la croissance forte de l'Afrique subsaharienne et de la multiplication de ses liens avec le reste du monde

L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE a bien commencé le XXI^e siècle — en tout cas, c'est ce que nous disent les chiffres. Année après année, la région a affiché une solide croissance économique, même lorsque l'économie mondiale était plutôt mal en point. Les pays à faible revenu s'en sont particulièrement bien tirés. Non seulement les revenus moyens par habitant n'ont cessé de croître, mais l'inflation a généralement été maîtrisée, la dette réduite, et de nouveaux débouchés se sont ouverts pour le commerce extérieur et l'investissement.

Pourtant, je m'interroge sans cesse sur la qualité de la croissance. En particulier, est-elle solidaire — les pauvres et les jeunes en profitent-ils — et est-elle durable?

Nous disposons d'éléments positifs qui confirment le caractère solidaire de la croissance en Afrique subsaharienne. Dans la plupart des pays, la proportion de la population vivant dans la pauvreté est en diminution depuis un certain temps, et les niveaux de vie ainsi que les indicateurs de santé et d'éducation s'améliorent pour les ménages les plus pauvres. Cela dit, nous ne savons pas très bien si les pauvres ont autant bénéficié de la croissance que, par exemple, la classe moyenne urbaine nouvellement prospère (voir «Africa's New Engine», dans ce numéro). Et nous ignorons dans quelle mesure l'amélioration du niveau de vie des pauvres est attribuable au rythme effectif de la croissance. La réponse à ces questions pourrait être cruciale pour une région où, dans certains pays, les revenus moyens par habitant ont plus que triplé depuis 2000 alors que, dans d'autres, le niveau de vie moyen a stagné, voire baissé.

Pour ce qui est de la solidité de ces performances, les pays à faible revenu ont fait preuve d'une résilience remarquable pendant la récente récession mondiale. Malgré la tourmente sur les marchés financiers et l'effondrement du commerce mondial, la croissance n'a ralenti que légèrement et pendant peu de temps. Au bout du compte, pour juger de la qualité de la croissance de l'Afrique, il faudra voir si tous les habitants de la région, et en particulier les jeunes, peuvent

exercer une activité rémunératrice ou accéder à un emploi productif. Cela dit, dans l'avenir immédiat, beaucoup dépendra des partenaires commerciaux de la région : seront-ils assez diversifiés et assez prospères pour que les produits et les ressources de la région continuent de faire l'objet d'une demande forte et croissante dans une conjoncture mondiale de plus en plus volatile?

Pour mieux appréhender la qualité de la croissance de la région, le Département Afrique du FMI a examiné, à l'aide de données récentes, deux facteurs fondamentaux : d'abord, la question de savoir si les ménages les plus pauvres ont bien bénéficié eux aussi de l'augmentation de la consommation comme l'ensemble de la population, en particulier dans les pays où la croissance est la plus forte, et ensuite, les répercussions probables du redéploiement des échanges commerciaux entre les partenaires traditionnels occidentaux et les pays émergents (FMI, 2011).

La croissance aide les pauvres

Pour déterminer si les personnes les plus vulnérables de la région bénéficient des fruits de la croissance, nous avons étudié les résultats d'enquêtes détaillées sur les activités et les caractéristiques des ménages dans six pays à faible revenu assez typiques d'Afrique subsaharienne. Certes, c'est un échantillon relativement restreint, et qui de surcroît ne comprend aucun grand pays exportateur de pétrole ni État fragile, mais il nous a aidés à mieux comprendre la corrélation entre l'évolution du niveau de vie de la population pauvre et la croissance économique de chaque pays ainsi que les facteurs qui ont permis d'améliorer le sort des pauvres dans ces pays, en prenant comme mesure leur consommation.

Il ressort clairement de nos observations que, dans chacun des quatre pays à croissance forte de notre échantillon (Ghana, Mozambique, Ouganda et Tanzanie), le niveau de vie moyen des ménages relativement pauvres s'est sensiblement amélioré au début de la première décennie 2000. En revanche, les ménages pauvres du Cameroun et de la Zambie — les deux pays les moins per-



Antoinette Sayeh est Directrice du Département Afrique du FMI.

formants de l'échantillon — s'en sont moins bien sortis si l'on considère l'évolution de leur niveau de consommation.

Dans les six pays, le niveau d'éducation du chef de ménage était très important : lorsque celui-ci était diplômé de l'enseignement supérieur, les ménages consommaient davantage que ceux dont le chef n'avait qu'un diplôme secondaire, lesquels consommaient eux-mêmes plus que les ménages dirigés par une personne avec une éducation primaire ou sans éducation formelle du tout. En outre, ceux qui travaillaient dans le secteur des services (privé ou public) s'en sortaient mieux en moyenne que ceux qui travaillaient dans le secteur manufacturier et (mieux encore) que ceux employés dans l'agriculture. En général, les ménages urbains consomment davantage que les ménages ruraux, même si l'on tient compte de la nourriture que ces derniers cultivent pour leur propre consommation et des différences régionales.

Mais la manière dont les diverses couches de population maintiennent ou accroissent leurs dépenses en période d'expansion varient considérablement d'un pays à l'autre. Dans certains pays, ce sont les dépenses des ménages les plus pauvres qui ont le plus augmenté (ou moins diminué). Dans d'autres, ce sont les ménages les plus aisés qui ont le plus profité.

Pourtant, deux éléments apparaissent clairement. Tout d'abord, les 25 % les plus pauvres des ménages consomment davantage lorsque la croissance économique par habitant augmente. Ensuite, lorsque la consommation des 25 % les plus pauvres des ménages s'accroît, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue diminue. Autrement dit, les ménages pauvres *beneficient bien* des fruits de la croissance. De plus, nous savons que, parmi les pays dynamiques en général, ceux dont la croissance est la plus rapide sont aussi ceux où la pauvreté recule le plus.

Dans les pays où les 25 % les plus pauvres de la population s'en sont particulièrement bien sortis, on constate aussi une nette amélioration de l'emploi agricole, surtout dans les zones rurales. Il semblerait donc que les revenus agricoles influent grandement sur le caractère plus ou moins solidaire de la croissance.



Dakar : vente de baguettes fabriquées avec du blé d'importation.

Des enseignements pour les pouvoirs publics

Il ne fait aucun doute pour moi, et mon expérience personnelle ainsi que ce travail d'analyse récent le confirment, que la croissance économique est indispensable pour améliorer la qualité de vie des couches les plus pauvres de la société. Mais il est tout aussi évident que la croissance ne suffit pas. Elle doit aussi créer de bons emplois et, à terme, permettre de progresser durablement sur le terrain de l'éducation et de l'accumulation de capital humain. Les jeunes en particulier ont besoin d'éducation et d'expérience pour se sentir véritablement membres de la société.

À court et à moyen terme au moins, il semble y avoir deux principaux moyens d'améliorer le sort des pauvres. Le premier consiste à multiplier les possibilités d'emploi rémunérateur dans l'agriculture, dont vivent la plupart des ménages pauvres — par exemple en promouvant des méthodes de culture plus productives (engrais, semences) et en construisant les infrastructures nécessaires (routes, électrification, irrigation). Le second consiste à cibler l'assistance économique sur les ménages les plus vulnérables. Ce que nous ont appris les enquêtes récentes sur les principaux facteurs de pauvreté peut nous aider à les identifier.

Le profil changeant du commerce et de l'investissement

L'agriculture va rester pendant un certain temps encore la principale source de revenu de la majorité des ménages subsahariens. Cela dit, la réorientation des exportations de la région, de même que le nouveau profil des flux d'importations et d'investissements étrangers, provoque de profonds changements qui, à terme, pourraient influencer considérablement sur la structure industrielle de la région et donc sur sa productivité et sa stabilité. Ils pourraient aussi, et c'est crucial pour la qualité de la croissance, contribuer sensiblement à développer le potentiel d'emploi de la région.

En dix ans, les échanges commerciaux de l'Afrique subsaharienne et ses autres liens économiques avec les partenaires traditionnels occidentaux ont perdu de leur importance au profit des pays émergents d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe centrale et orientale, avec d'énormes répercussions pour la croissance.

On pense naturellement à la Chine, qui a sensiblement renforcé ses liens économiques avec l'Afrique. Alors qu'elle y était à peine présente il y a une dizaine d'années, la Chine est aujourd'hui l'un des principaux destinataires des exportations de l'Afrique subsaharienne, notamment de pétrole, de gaz et d'autres matières premières; elle fournit aussi à la région une grande part de ses importations, notamment de biens de consommation et d'autres biens manufacturés; et elle en est un des principaux investisseurs. Mais d'autres pays émergents, en Asie, en Amérique latine et en Europe centrale et orientale, tout particulièrement l'Inde et le Brésil, veulent s'implanter aussi en Afrique subsaharienne. Enfin, les pays de la région commercent aussi beaucoup plus entre eux.

Pour une bonne part, ce surcroît d'interactions tient simplement au fait que le commerce régional se développe à vive allure. La croissance a été assez forte pour que tout le monde en profite. Mais les pays émergents ont très nettement gagné en importance par rapport aux partenaires commerciaux traditionnels de l'Afrique subsaharienne. Les exportations de la région à destination des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, qui est composé surtout de pays avancés, sont passées

en dix ans de 70 % à 50 %. Ce recul a été aussi rapide pour les pays pétroliers que pour les autres. Quant aux importations subsahariennes en provenance des pays du CAD, elle sont tombées de 60 % à 40 % et cette évolution ne semble pas devoir s'infléchir.

Quelles sont donc les implications de cette redistribution des partenaires économiques pour la qualité de la croissance de la région?

Moins de volatilité, plus de débouchés

Le simple fait que la région a multiplié ses contacts avec le reste du monde est une évolution résolument positive. La diversification réduit le risque. La région est aujourd'hui moins vulnérable aux événements qui surviennent dans un pays ou un marché particulier, ce qui a pour effet de tempérer la volatilité de la demande extérieure et permet de tabler davantage sur une croissance durable. L'accès aux transferts et à l'innovation technologiques s'élargit, un plus grand nombre de partenaires s'intéressent aux investissements d'infrastructure et au développement local, les possibilités se multiplient de profiter d'intrants meilleur marché et d'accéder à des marchés d'exportation à plus forte valeur ajoutée, et la région peut maintenant exploiter ses avantages comparatifs.

Ces facteurs jouent de plusieurs manières. La réduction de la volatilité signifie que, lors de la récente récession mondiale et de la reprise quelque peu hésitante qui a suivi, la plupart des pays émergents ont fait mieux que les pays avancés. En fait, depuis longtemps déjà, c'est la demande des pays hors CAD qui est le moteur de la croissance des exportations subsahariennes, et elle a contribué à limiter le ralentissement des entrées de capitaux et des investissements. Sans cette force stabilisatrice, la région aurait souffert bien plus de la dégradation de la conjoncture extérieure.

Les transferts de technologie progressent au rythme de la diversification des investissements étrangers. En étendant leur présence dans plusieurs secteurs — ressources naturelles, mais aussi industrie manufacturière, agriculture, tourisme et services financiers —, les investisseurs amplifient la transmission du savoir-faire, en l'adaptant à la situation des pays en développement.

Certains pays émergents jouent un plus grand rôle en matière d'aide et de développement en offrant une plus large gamme de modèles de transformation économique. Ainsi, l'affectation d'une plus grande quantité de ressources aux infrastructures, notamment les transports et l'énergie, permet aux pays à faible revenu de jouer à armes égales avec le reste du monde.

Enfin, la multiplication des partenaires commerciaux a ouvert l'accès à des intrants et des biens de consommation meilleur marché, ce qui concourt à réduire les coûts de production et à accroître le pouvoir d'achat des consommateurs. La délocalisation au profit des pays d'Afrique subsaharienne est aussi une solution pour les nouveaux partenaires de la région qui se heurtent chez eux à une hausse des coûts de main-d'œuvre et s'orientent vers une production à plus forte valeur ajoutée. Le plus important peut-être est que l'expansion des débouchés extérieurs permet une spécialisation plus intense, avec tous les avantages que cela comporte en termes d'économies d'échelle. L'intégration régionale peut renforcer l'effet de toutes ces évolutions.

Prudence quand même

Toutes ces nouvelles possibilités sont certes exaltantes, mais elles s'accompagnent de risques. Ainsi, certains craignent que les pays

émergents n'introduisent de nouvelles formes de colonialisme, avec pillage des ressources naturelles et exploitation des travailleurs et des consommateurs à faible revenu. Il est vrai que, dans le passé, faute de garde-fous suffisants, certains pays sont devenus vulnérables à l'exploitation. De plus, la mondialisation pourrait peser sur les priorités sociales et exposer davantage la région au risque de contagion émanant des marchés internationaux volatils. Il existe cependant de nombreux moyens de contrer les effets potentiellement négatifs de ces puissantes forces mondiales.

Nombre de pays doivent avant tout mieux gérer leurs ressources naturelles épuisables. Ce secteur suscite un intérêt croissant des investisseurs étrangers, qui doit faire l'objet d'une grande vigilance de la part des autorités nationales — que ce soit en soumettant son exploitation (appel d'offres, contrats, fiscalité) à des règles de gouvernance rigoureuses ou en assurant une gestion macroéconomique efficace (pour limiter les effets de la volatilité des exportations et des recettes). Pour que la région profite au maximum de ces investissements, les pays doivent bien évaluer les propositions et tenir compte à la fois de leurs implications pour les recettes nationales et des offres d'aide éventuelles pour l'amélioration des infrastructures ou le développement local.

Les changements structurels engendrés par la diversification des échanges commerciaux feront des gagnants et des perdants. Certaines entreprises seront mises à mal par l'arrivée de produits étrangers meilleur marché, et les qualifications de certains travailleurs deviendront obsolètes. Mais ces coûts de transition sont inéluctables lors du passage à une économie de plus en plus industrialisée. Les personnes pénalisées par ces changements peuvent recevoir des aides. Mais, en général, il est vain et coûteux de résister à ces changements, par exemple en intervenant de façon sélective dans l'économie ou en régulant les importations.

La période à venir

Je me réjouis des conséquences pour l'Afrique subsaharienne de la multiplication rapide de ses liens avec le reste du monde, qui exprime un vote de confiance dans la région et ouvre des possibilités encourageantes de développement généralisé et de transformation structurelle, avec l'accès à des services et des biens de consommation plus variés et moins coûteux.

Pour réaliser pleinement ce potentiel et faire en sorte que la croissance qui en résultera soit de haute qualité et bénéficie à tous, la région peut agir à plusieurs niveaux. Tout d'abord, les pays doivent continuer d'appliquer des politiques macroéconomiques bien conçues et ouvrir leurs marchés dans un environnement politique stable. Ensuite, ils doivent bien gérer leurs précieuses ressources naturelles sans oublier les besoins de l'agriculture. Enfin, il faut continuer de privilégier la formation de capital humain, par l'amélioration des soins de santé et de l'éducation, pour constituer un réservoir de main-d'œuvre qualifiée et flexible.

C'est alors seulement que la croissance forte de l'Afrique sera une bonne nouvelle pour tous, y compris les pauvres. ■

Bibliographie :

Fonds monétaire international (FMI), 2011, « Dans quelle mesure la forte croissance récente de l'Afrique a-t-elle été solidaire? », chapitre 2 des Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne (Washington, octobre).